

**[24] CRISE FINANCIÈRE**

# L'Europe met 500 milliards sur la table

**Le Fonds monétaire international donne son accord à un prêt d'urgence à la Grèce. L'Union européenne met en place de son côté un colossal plan d'aide pour protéger la monnaie unique.**

Par **Geoffrey Dirat**

**À circonstances exceptionnelles, réaction exceptionnelle.** Les milliards pleuvent pour soutenir les pays européens en difficulté, et sortir l'euro de la tourmente. Réuni dimanche à Washington, le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) donnait dans l'après-midi son accord à un prêt d'urgence de 30 milliards d'euros à la Grèce, dont 5,5 Mds € immédiatement disponibles. Une peccadille au regard du méga-plan d'aide annoncé dans la nuit par les pays de l'Union européenne. À l'issue de quinze heures de tractations tendues, les ministres des Finances des Vingt-sept se sont entendus pour frapper un grand coup, dégainant l'artillerie lourde avec la création d'un fond d'assistance d'un montant de 500 Mds €.

**RESCOUSSE.** Cette enveloppe sans précédent est une fusée à double étage. Le premier consiste en un fonds de 60 Mds € apportés par la commission européenne, mobilisable à très court terme sous forme de prêts. À cela s'ajoute une garantie de 440 Mds € de la part des États-membres de la zone euro et des

pays qui n'ont pas encore adopté la monnaie unique, comme la Suède et la Pologne, la Grande-Bretagne refusant elle d'y participer. Ces 440 milliards serviront à créer une nouvelle entité « ad hoc » capable de lever des fonds sur les marchés financiers et d'acheter, ensuite, de la dette publique de pays fragilisés. Le programme sera utilisé « seulement en cas de nécessité », a précisé le commissaire européen aux Affaires économiques. Olli Rehn précisant que l'octroi des prêts serait associé « à des conditions rigoureuses » à respecter par les pays concernés.

En cas de besoin, le FMI s'est également engagé à accompagner cet effort à hauteur « d'au moins la moitié », soit 250 Mds €. « Ce sont des mesures fortes qui contribueront à la stabilité économique et financière globale », a déclaré Dominique Strauss-Kahn, le président français du FMI. Après l'annonce du plan d'urgence, la Banque centrale européenne (BCE) - qui était pourtant restée sourde à de telles mesures - a dévoilé son intention de commencer à acheter de la dette publique et privée de la zone euro. Une mesure là aussi exceptionnelle pour l'institut de Francfort.

**EUPHORIE.** Après avoir longtemps tergiversé pour venir en aide à la Grèce surendettée, « l'Europe ne pouvait se permettre une fois encore de décevoir les marchés », a estimé le ministre suédois des Finances. Dans le même temps, Anders Borg a appelé à « stopper la horde » des spéculateurs, qu'il accuse de se comporter comme « une meute de loups » (*voir ci-*

*contre*). Le mécanisme mis en place présente « un coussin raisonnable », a pour sa part jugé la ministre française des Finances, Christine Lagarde, saluant une « solution consolidée, cohérente et déterminée. Le pavé qu'on jette, c'est 500 milliards d'euros, avis aux marchés », a-t-elle ajouté

Leur réaction ne s'est pas fait attendre. Les bourses européennes ont ouvert en très forte hausse lundi matin.

Vers 9 h 15, Paris gagnait 5,59 %, Lisbonne 7,51 %, Milan plus de 6 %, Amsterdam 3,3 %, Londres 3,34 % et Francfort 2,91 %. Une heure après l'ouverture, la bourse madrilène gagnait même 11 %, Athènes flambant de plus de 7 % dans les premiers échanges. Vendredi, à l'issue d'une semaine agitée, les places européennes avaient toutes lâché plus de 3 %. ←

## Sus aux spéculateurs

Accusé d'être la cheville ouvrière du yo-yo boursier qui fragilise l'euro, les spéculateurs sont dans le collimateur. En marge du sommet des ministres européens des Finances, Michel Barnier a brandi la menace de sanctions judiciaires contre ceux qui se font « de l'argent sur le dos du malheur des peuples ». « Les sanctions seront de toute nature, y compris judiciaires, quand les preuves seront faites. Et nous sommes prêts à augmenter ces sanctions (...) contre tous ces mouvements spéculatifs anormaux », a déclaré le commissaire européen chargé des services financiers. En déplacement cette semaine aux États-Unis, Michel Barnier doit évoquer le sujet avec les Américains. ←